La Terre dans la balance

Partage international nº 239 – Juillet 2008

Interview de Lester Brown

par Dennis et Janice Hughes

Fondateur du Worldwatch Institute en 1974, Lester Brown l'a dirigé jusqu'en 2001. Cet institut consacré à l'analyse des questions environnementales planétaires publie chaque année la très influente étude sur « L'état du monde ». Dennis et Janice Hughes ont interviewé Lester Brown pour le magazine Share Guide, *publié en Californie.*

Dennis et Janice Hughes : *D'où vient le titre un peu inhabituel de votre dernier livre,* Plan B 3.0 ? *Que veut-il dire ?*
Lester Brown : Nous avons décidé, il y a environ cinq ans, de réfléchir aux tendances majeures qui façonnent l'évolution du monde dans un certain nombre de grands domaines, comme la population, l'alimentation, l'énergie et l'environnement. Nous avions publié les résultats de notre travail dans un ouvrage intitulé *Plan B*, par référence au Plan A en vigueur aujourd'hui, qu'on peut résumer par l'expression *« Business as usual »* (Les affaires continuent...). Quand nous avons décidé de publier une première mise à jour, deux ans plus tard, l'éditeur nous a proposé de l'intituler *Plan B 2.0*. D'où, pour cette troisième édition : *Plan B 3.0*. Avec pour sous-titre *Tous ensemble au secours de la civilisation,* car c'est l'avenir de la civilisation qui est en jeu, et si nous ne parvenons pas à nous mobiliser tous ensemble, elle est mal partie.

DJH. *Dans cet ouvrage, vous écrivez : « Ce que nous devons faire est faisable. » Quels sont, pour vous, les plus gros obstacles à ce sauvetage de la civilisation ?*
LB. Je suppose que les plus gros obstacles sont au nombre de deux, intimement liés : l'impression qu'on se heurte à une sorte d'inertie sociale massive, et le fait que nous n'arrivons pas à mesurer vraiment la gravité de la situation où nous nous trouvons. Les trente années que j'ai passées à explorer ces questions m'ont, me semble-t-il, convaincu que nous sommes tous inquiets, dans le doute, car tous les indicateurs environnementaux sont dans le rouge : les forêts se rétrécissent comme peaux de chagrin, les déserts s'étendent, la pluviosité chute, les réserves halieutiques s'effondrent, les espèces s'éteignent, la température s'élève avec la série de conséquences collatérales que l'on connaît. Bref, nous n'aurons pas à attendre que les derniers glaciers aient fondu pour nous apercevoir que la situation est sérieuse.

DJH. *Quelle est la tendance la plus préoccupante ?*
LB. Si je devais en choisir une au pied levé, je dirais l'élévation des niveaux de CO_2 et sa conséquence, la fonte des glaces. Mais s'il me fallait choisir l'indicateur qui nous montre le mieux que nous faisons fausse route, ce serait le nombre d'Etats en fail-lite dans le monde, un nombre qui n'en finit pas d'augmenter.

DJH. *Pourquoi la fonte des glaces ?*
LB. A la fin de l'été 2007 est paru un rapport sur la fonte de la glace de l'océan arctique [à ne pas confondre avec la banquise proprement dite]. Cette fonte se produit à un rythme plus rapide que jamais, à tel point qu'on a de plus en plus l'impression que cette glace pourrait, d'ici une vingtaine d'années, disparaître totalement durant l'été. Ce qui, bien entendu, ne sera pas sans conséquence sur la banquise du Groenland du fait de ce que les météorologues appellent l'effet albédo. En effet, 80 % de la lumière du soleil atteignant la neige et la glace est renvoyée dans l'espace, le reste demeurant sous forme de chaleur. Mais lorsque, en l'absence de glace, elle atteint l'eau, la proportion s'inverse : 80 % se transforme en chaleur – ce qui sera de plus en plus le cas à mesure que la surface de la zone glacée de l'océan arctique diminuera pendant l'été. En d'autres termes, cet effet albédo accélèrera le réchauffement de la région polaire. Et, donc, accélérera de manière croissante la fonte de la calotte glaciaire, la banquise.
On a appris, en septembre dernier, qu'un grand glacier s'était détaché du Groenland et dérivait dans l'Atlantique. Il est large d'environ 5 km et épais de 1,5, et il se déplace de 2 mètres à l'heure. Les icebergs dérivent généralement de 80 à 120 mètres par an...

DJH. *Dans combien d'années atteindrons-nous le point de basculement ?*
LB. Il est peut-être déjà trop tard pour sauver la glace de l'océan arctique. Reste à espérer que nous parviendrons à préserver la majeure partie de la calotte glaciaire, mais il faudrait pour cela réussir à susciter une mobilisation à la mesure du problème. Tout aussi préoccupante est la fon-te des glaces du

plateau tibétain. C'est là que se trouvent les glaciers qui alimentent l'ensemble du réseau hydrographique de l'Asie : Indus, Gange, Mékong, Yangtze, Fleuve jaune, etc. L'un des plus éminents glaciologues chinois a évalué cette fonte à 7 % par an. C'est la neige de ces glaciers qui nourrit le Fleuve jaune et le Yangtze pendant la saison sèche.
C'est également là que se trouve le glacier Gangotri, qui alimente le Gange. En dépit de sa taille, immense, il pourrait avoir disparu, aux dires des scientifiques, d'ici le milieu du siècle. Le Gange deviendrait alors un fleuve saisonnier, ne coulant que pendant la saison des pluies. L'affaire est sérieuse, car ce sont ces fleuves qui nourrissent les champs de céréales et les rizières de cette région d'Asie. Qu'ils se tarissent, et c'est la sécurité alimentaire de toute la région qui est menacée, une menace sans précédent quand on sait que l'Asie abrite quatre milliards d'individus, les deux-tiers de la population mondiale.

DJH. *Lors de son discours de réception du Prix Nobel de la paix, Al Gore a déclaré : « Nous avons la capacité de résoudre cette crise et d'éviter, sinon toutes, du moins les pires de ses conséquences si nous agissons avec audace, détermination et sans attendre. » Quelles premières mesures d'urgence préconiseriez-vous ?*
LB. Je crois que la chose la plus importante que nous puissions faire, c'est d'obliger le marché à se plier à ce qu'on pourrait appeler la « transparence environnementale », à « parler vrai » d'un point de vue écologique. Par exemple, quand on brûle un litre d'essence, on paie les frais d'extraction du pétrole, de son raffinement et de sa distribution dans les stations-services. Mais pas les coûts induits par sa combustion, comme la pollution de l'air, l'augmentation des taux de CO_2 dans l'atmosphère ou le changement climatique. Donc, ce qu'il faut, c'est réformer le système fiscal sous ses différents aspects : augmenter les taxes sur les activités écologiquement destructrices et, surtout, sur celles qui émettent le plus de carbone.
Mais ça devrait être compensé par une réduction de l'impôt sur le revenu, de sorte que notre pouvoir d'achat global resterait *grosso modo* le même. Tel serait le prix à payer pour la civilisation future. Sommes-nous prêts à le faire ? De cette façon, le marché parlera vrai, et nous saurons que, quand nous achetons notre essence, nous payons la totalité de ce qu'elle coûte en fait. Cette mesure, si on l'étend au charbon, aura pour effet de décourager l'usage du pétrole et du charbon et d'encourager l'investissement dans les énergies alternatives : éoliennes, solaires et géothermique, ainsi que celles des marées et des vagues, etc.

DJH. *C'est plus important que la réduction de la population mondiale ?*
LB. Sans aucun doute, et on peut y ajouter la déforestation. Pour illustrer ce point, pendant l'été 1998, d'importantes inondations ont submergé le basin du Yangtze, pendant des semaines et des semaines, causant en fin de compte l'équivalent de 20 milliards d'euros de dégâts. Elles ont même affecté la récolte de riz du pays. La raison principale de ces inondations tenait à la déforestation des régions supérieures du bassin du Yangtze. Mais pendant les semaines que dura le désastre, les autorités chinoises ont répété, comme une rengaine : *« C'est une catastrophe naturelle, on n'y peut pas grand-chose. »* Finalement, à la mi-août, elles ont admis, lors d'une conférence de presse à Pékin, que cette catastrophe trouvait en partie sa cause dans les activités humaines, et plus particulièrement dans la déforestation, ajoutant même que la valeur d'un arbre debout était de trois fois supérieure à celle d'un arbre abattu. Autrement dit, le rôle de prévention des inondations joué par la forêt chinoise valait le triple des revenus tirés de l'abattage des arbres. Ils ont donc mis un terme à la déforestation sauvage, et recyclé les bûcherons dans le reboisement, dans l'espoir de retrouver la maîtrise des crues fluviales que possédait jadis le pays.
Ce que je veux dire, c'est qu'avant ces inondations, seuls les arbres abattus avaient une valeur pour le marché. Mais après, le gouvernement s'est dit : *« Attendez une minute ! La valeur de ces arbres en tant que moyens de régularisation des cours d'eau est bien supérieure à celle qu'ils ont une fois coupés. »* Ce fut, en quelque sorte, l'effet « Eurêka ! ». On retrouve des situations comparables avec un grand nombre de produits de consommation courante, qu'ils soient fabriqués à partir des carburants fossiles, des arbres, etc. Ce qu'il nous faut donc obtenir du marché, c'est qu'il dise la vérité. Alors, les choses commenceront peu à peu à se mettre en place.

DJH. *Que pensez-vous du mouvement de reforestation en cours ? Wangari Maathai a reçu le Prix Nobel de la paix pour avoir mobilisé des dizaines de milliers de femmes africaines pour planter 30 millions d'arbres au Kenya.*
LB. Il est vital. La déforestation de la Terre contribue au changement climatique, car les forêts refont le plein de l'atmosphère en oxygène tout en en ôtant le dioxyde de carbone, le méthane et les autres gaz à effet de serre. C'est pour cela qu'il faut faire tout ce qu'on peut pour reboiser la planète. En fait, dans *Plan B 3.0*, nous demandons l'interdiction de la déforestation aux Etats-Unis. La Chine a déjà pris cette mesure, de même que la Thaïlande et les Philippines.

Il faut considérer la déforestation non seulement en termes d'effets locaux, mais du point de vue de son influence sur le changement climatique global.

DJH. *La voiture électrique constitue-t-elle un bon moyen pour réduire les émissions de CO_2 et ralentir le réchauffement de la planète ?*

LB. La technologie qui, à mon avis, va bientôt se trouver au premier plan est celle des véhicules hybrides rechargeables. Les agro carburants sont sans doute utiles pour faire face au « pic pétrolier », mais je ne crois pas que leur rôle sera décisif. Si vous prenez une voiture hybride comme la Toyota Prius, qui est de loin la plus populaire, que vous lui ajoutez une autre batterie d'accumulateurs avec un dispositif de branchement pour la recharger pendant la nuit, ça vous suffira largement pour effectuer vos petits déplacements courants, comme d'aller au travail, faire vos courses, etc. sans utiliser d'essence. Si en même temps qu'on crée une flotte de ce genre de véhicules, on investit dans des milliers de parcs éoliens, aux Etats-Unis et dans le monde, la consommation électrique de nos voitures hybrides avoisinera 0,10 euro le litre. C'est vers cela, je crois, que nous nous dirigeons, parce qu'il y a beaucoup d'énergie éolienne dans le monde, et qu'elle est inépuisable. Elle suffirait même à faire tourner l'ensemble de l'économie.

DJH. *Le développement de l'énergie éolienne est donc vital, et appelé à prendre une place centrale…*

LB. Aucun doute là-dessus! En termes d'économie, nous nous dirigeons vers une société fondée sur de nouvelles énergies, dans laquelle l'éolien représentera environ 40 % de l'ensemble de l'électricité produite. Le gain net des biocarburants est marginal. Il est illusoire de vouloir en faire les substituts du pétrole.

DJH. *Comment pousser l'industrie automobile à accélérer sa réorientation ?*

LB. Je crois qu'on va bientôt voir se développer sur ses questions un véritable sentiment d'urgence. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler ce qui s'est passé en 1942. C'était juste après l'attaque de Pearl Harbour par les Japonais. Nous étions en train de sortir de la Grande Dépression et, le 6 janvier 1942, le président Roosevelt, dans son discours sur l'état de l'Union, exposa les grandes lignes de sa politique en matière de production d'armements pour faire face à notre entrée en guerre. Il fallait, avait-il dit, construire 45 000 tanks, 60 000 avions, 20 000 batteries anti-aériennes, et une flotte de 6 millions de tonneaux. S'il nous fallait autant de navires (des milliers), c'était parce que nous devions combattre sur deux fronts très éloignés l'un de l'autre, ce qui posait un défi gigantesque en matière de logistique.

F. Roosevelt et ses collaborateurs savaient qu'à cette époque, l'industrie automobile américaine concentrait l'essentiel de la puissance industrielle du pays, du fait que, même pendant la crise de 1929-1930, elle avait continué à produire entre deux et trois millions de véhicules par an. Donc, après avoir exposé ses principaux objectifs en matière de production d'armements, il a appelé ses principaux dirigeants pour leur dire : *« Vos gars représentent le fer de lance de notre industrie. Nous comptons donc fortement sur vous pour atteindre les objectifs que j'ai fixés. »* A quoi ils ont répondu : *« Monsieur le président, nous ferons tout ce que nous pourrons, mais si nous voulons maintenir notre production automobile tout en fabriquant vos quotas d'armes, nous risquons de faire le grand écart. » « Vous ne comprenez pas,* leur a-t-il rétorqué. *Nous allons interdire la vente de voitures privées aux Etats-Unis. »* Et c'est exactement ce qui s'est passé. Et notre production d'armement a dépassé tous les objectifs fixés. Nous étions face à une menace, et nous avons fait tout ce qu'il fallait pour l'écarter. Notamment en restructurant complètement l'économie industrielle du pays.

DJH. *Mais pour le gouvernement, les problèmes environnementaux n'en sont pas encore à ce niveau de menace…*

LB. C'est vrai pour le gouvernement, mais ça l'est de moins en moins pour le public. Il y a même un certain nombre de scientifiques qui commencent à s'apercevoir que la civilisation a des problèmes. La question est de savoir si nous pouvons ou non modifier, réorienter les courants qui nous portent aujourd'hui vers des écueils mortels. Pour cela, il nous faut créer une « mobilisation éclair », comme en temps de guerre, pour restructurer de fond en comble l'économie mondiale de l'énergie, afin de réduire au maximum les émissions de carbone. Selon nos estimations, il faudrait parvenir à les réduire de 80 % pour avoir une chance de renverser le changement climatique en cours avant qu'il ne devienne irréversible.

DJH. *Les candidats à la présidence des Etats-Unis ont-ils parlé de ces questions, durant leurs campagnes ?*

LB. Pas d'une manière aussi radicale, loin de là. Ils ont parlé de la nécessité de réduire rapidement les émissions de carbone, mais sans en faire une urgence, comme nous le faisons. Nous sommes sur le point de voir une montée en puissance des exigences de changement à mesure que la conscience de la gravité de la situation se répandra dans le public, et, pour la première fois dans l'histoire, l'apparition d'une fracture sociale le long de lignes générationnelles. Par exemple, si d'ici cinq ans,

parce que nous n'aurons rien fait, les scientifiques nous annoncent que nous ne pouvons plus sauver la calotte glaciaire arctique et que, de ce fait, le niveau des mers va monter de 7 m, auxquels il faut ajouter 5 car nous n'aurons rien fait non plus pour stopper la fonte de la calotte occidentale de l'Antarctique. Il faudra donc nous attendre à une montée des eaux d'environ 12 m. Ce qui veut dire l'inondation, voire l'immersion de la plupart des villes côtières de la planète – sans parler de la totalité des rizières des deltas et des plaines fluviales de l'Asie. Ce serait le chaos ; il y aurait des centaines de millions de réfugiés. La civilisation s'effondrerait et l'on assisterait au retour de la loi de la jungle. Une fois placée devant une telle perspective, la prochaine génération nous demanderait forcément des comptes.

DJH. *Vous avez écrit que le vent constitue la première source alternative d'énergie. Qu'en est-il du solaire ?*

LB. L'énergie solaire monte rapidement en puissance. Une décennie à peine la sépare de l'énergie éolienne, en termes de coûts de production. Cela vient de ce qu'on a développé la technologie éolienne bien plus tôt, au point qu'elle est devenue une source majeure d'électricité dans de nombreuses parties du monde – elle couvre actuellement les besoins domestiques de 60 millions d'Européens, par exemple. Mais le solaire avance à pas de géant. Et il se présente sous différentes formes. Les cellules solaires, par exemple, qui composent les panneaux qu'on place sur les toits et qui pourvoient aux besoins domestiques courants. Les chauffe-eau solaires, également, sont importants dans la mesure où le chauffage de l'eau consomme une bonne part de l'énergie électrique courante.

A cet égard, ce qui se passe en Chine est remarquable. Il y a une douzaine d'années, un jeune ingénieur, employé d'une société pétrolière nationale, et passionné d'énergie solaire, a conçu et installé un chauffe-eau solaire pour son usage domestique. Séduits, ses amis et ses proches lui ont alors demandé de les équiper eux aussi. Il a donc, pour ce faire, démarré une petite entreprise qui, aujourd'hui, est devenue colossale. Elle dispose dans la seule Chine de plus de 5 000 points de vente, et doit actuellement affronter des centaines de concurrents. D'ici la fin de l'année 2008, ce sont près de 40 millions de foyers chinois qui seront équipés en chauffe-eau solaires. Voilà une de ces grandes nouvelles importantes qui passent complètement inaperçues.

On a un autre exemple de développement de l'énergie solaire en Algérie, où est prévu la construction, dans le désert, de centrales thermiques solaires de 6 000 mégawatts, en partie exportés en Europe via un câble sous-marin. Cela suffira pour satisfaire les besoins domestiques d'un pays de la taille de la Suisse. Ils ont déjà lancé la construction de la première tranche.

Troisième exemple, aux Etats-Unis, plus précisément au Texas, là aussi à l'initiative du secteur public. Le gouverneur républicain de l'Etat, en accord avec le Parlement local, a décidé de construire des lignes de transmission, dans le but de rassembler en une seule unité un certain nombre de parcs éoliens, dispersés dans tout l'Etat, et de les relier aux centrales qui approvisionnent les principales villes : Houston, Dallas, etc. Il prévoit de porter la capacité de ces parcs éoliens jusqu'à 30 000 mégawatts. C'est gigantesque ; cela équivaut à 23 centrales thermiques au charbon. Dans quelques années, l'électricité d'origine éolienne pourvoira aux besoins de près de la moitié de la population. Si on y arrive au Texas, il n'y a pas de raison qu'on n'y arrive pas ailleurs.

DJH. *Quelles sont les perspectives pour l'approvisionnement en eau potable. Il semble que ce soit un problème largement sous-estimé, en dépit de la baisse avérée de la pluviosité mondiale.*

LB. C'est, effectivement, un problème auquel on ne prête pas assez d'attention. Le recyclage de l'eau usée des villes est, à mon avis, une solution. Il faudra également améliorer les systèmes d'irrigation, dans la mesure où leur part dans la consommation d'eau mondiale tourne autour de 70 %. Il y a, aussi, la question de l'approvisionnement, qui devient de plus en plus aiguë avec l'augmentation démographique de la planète. Il faudra, de plus, trouver les moyens de purifier l'eau polluée. On aura deux options : le filtrage et l'ébullition. Ces deux technologies, prises ensemble, suffisent généralement à satisfaire les besoins des pays en développement.

DJH. *Vous dites, dans votre ouvrage, que « on ne sauve pas la civilisation en restant les bras croisés ». Mais beaucoup de gens ont un sentiment d'impuissance. Que leur proposez-vous de faire ?*

LB. On me pose souvent cette question, dans les conférences que je donne un peu partout dans le monde, et je crois qu'on attend de moi que je préconise des choses comme recycler ses vieux journaux ou changer ses ampoules électriques… Ce sont des choses importantes, bien sûr, mais la situation dans laquelle nous nous trouvons maintenant est telle que l'on ne pourra en sortir qu'en réformant en profondeur l'économie mondiale de l'énergie. Ce qui veut dire que les gens doivent devenir politiquement actifs. Ce qui veut dire qu'ils doivent s'opposer activement à la construction de nouvelles centrales thermiques au charbon, et exiger la fermeture de celles qui sont en activité. Ce qui

veut dire qu'il faut encourager la mise en place d'une réforme fiscale qui force le marché à parler vrai en matière d'environnement. Ce qui veut dire qu'il faut changer radicalement le système de transport, en rejoignant, par exemple, le projet « *Complete streets* » [Des rues pour tous]. Ce qui veut dire, enfin, la mise en place d'un système de recyclage le plus large possible. Tout le monde peut apporter sa pierre, au niveau local.

DJH. *Qu'est-ce que le projet « Complete streets » ?*
LB. Un nombre important d'Etats américains sont en train d'obliger les autorités municipales, par voie législative, à construire les nouvelles voies de circulation en tenant compte des utilisations de base : non seulement les voitures, mais aussi les piétons, les vélos…, et à réaménager celles déjà en service chaque fois que nécessaire. C'est un mouvement qui reçoit un très large soutien dans la population et de la part de grandes organisations, notamment la très influente Association américaine des retraités – pour la raison qu'en l'absence de ces aménagements, une personne retraitée qui n'est plus en état de conduire se sent très vite prisonnière, sans liberté de mouvement.

DJH. *A quoi ressemblerait votre société idéale ?*
LB. Ce serait une société alimentée, pour l'essentiel, par des sources d'énergie renouvelables, éolienne, solaire ou géothermique. Une société idéale se caractériserait par un grand esprit civique. La production alimentaire y serait davantage localisée qu'actuellement. On assisterait à un renversement dans l'économie mondiale de l'énergie. Au cours du siècle dernier, à mesure qu'augmentait notre dépendance au pétrole, l'économie de l'énergie s'est de plus en plus mondialisée. Aujourd'hui, dans ce pays, on assiste à une inversion progressive de ce mouvement, à un retrait graduel de cette économie mondiale et à un retour au local. Ce renversement se traduira jusque dans nos modes alimentaires eux-mêmes, qui reflèteront de plus en plus l'agriculture locale. Quand on va dans un supermarché, aujourd'hui, la plupart des produits viennent de l'étranger, si bien qu'il est parfois difficile de savoir dans quelle saison on est. Ce qui, en plus, d'un point de vue énergétique, revient très cher du fait des transports. C'est pourquoi nous aurons un régime davantage basé sur les saisons, plus en phase avec l'agriculture locale. Il sera aussi bien meilleur pour la santé.
Dans une société idéale, nous créerions un système économique qui puisse durer aussi longtemps que la Terre elle-même. Aujourd'hui, nous lui demandons trop, et nous nous dirigeons tout droit vers un effondrement climatique. C'est ce défi que doit relever cette génération – et cette génération seulement, car si nous ne nous y mettons pas tout de suite, il sera trop tard pour la génération suivante. Mais c'est encore possible. Si vous promenez votre regard sur la planète, vous verrez bon nombre de pays qui vont déjà dans le sens où nous devrions aller. Ce qu'il nous reste à faire, c'est d'étendre ce mouvement au niveau mondial.

Repris avec l'autorisation de *The Share Guide.*
Pour davantage d'informations : earth-policy.org

Auteur : Dennis et Janice Hughes,
Thématiques : environnement
Rubrique : Entretien